

# Conférence de presse de La France insoumise

71 min · France Insoumise

---

· Pour les nouveaux et les bisous, ce genre de réunion se passe de la manière suivante. Je dis quelques mots pour vous accueillir et vous remercier d'être là. Et ensuite, mes amis disent les choses importantes pour lesquelles nous vous avons invités. Alors bon, on met quelques mots. D'abord, ça sera pour vous remercier. Ensuite, vous savez où vous êtes, c'est le nouveau... c'est un local de campagne

dans lequel je suppose qu'on va se retrouver tout au long de la campagne présidentielle. La première raison d'être satisfait pour moi, c'est pas le local, c'est qu'on vient d'atteindre les 380 000 signatures. Comme vous le savez, de parrainage de ma candidature, je le rappelle pour mémoire, le point de départ de notre idée était que la candidature qu'on présente soit validée par une démarche populaire de parrainage. Et nous avons choisi le chiffre de 150 000 parrainages pour correspondre au chiffre qu'avait formulé la commission que dirigeait le groupe, pas la commission, le groupe de travail qu'avaient constitué Lionel Jospin et Roselyne Bachelot. Et ils avaient évalué ce chiffre en fonction de ce que c'était dans les autres pays d'Europe. Et puis ensuite, c'est devenu une sorte de rite à l'intérieur de nos campagnes. Et puis les signatures se sont additionnées. Et pour finir, nous avons décidé en quelque sorte que c'était ça l'organisation elle-même. C'est -à -dire les gens qui soutiennent la candidature à l'élection présidentielle et donc soutiennent le programme qui va avec et donc sont des insoumis du... Je sais pas quel est le premier cercle, on va dire, puisqu'ils s'engagent publiquement. La méthode de contrôle des signatures rend le processus plutôt certain, puisque, bon, on signe et puis on reçoit un numéro

qui permet d'aller signer pour... officiellement et tout ça. Et je pense que personne n'a fait de remarques sur les failles éventuelles d'un tel dispositif et on finit par penser qu'il n'y en a pas. Alors, bon, 60 % des personnes qui se trouvent là n'étaient pas dans nos fichiers, mais il est impossible pour nous de démêler qui a changé d'adresse ou qui, dans l'ancien fichier, a pensé que de toute façon il était insoumis. Bref, ce sont des ajustements de détails, mais ils permettent d'établir une base de masse, quand même, 380 000 personnes, c'est pas rien, on pense atteindre les 400 000 assez tôt. Ce qui serait parfait, c'est que ce soit fait pour le prochain meeting central de la campagne. Bon, alors, un ou deux mots sur l'actualité pour que ça fasse quelques phrases.

Bon, l'événement, pour moi, évidemment, il était hier, les discours qui ont été tenus à l'ONU, avec d'abord l'événement qui montre le mépris universel à l'égard du gouvernement de M. Netanyahu, les diplomates qui tendent la salle, certains le huant, et les discours qui ont suivi. Certains étaient consternants de ces discours. Je sais que vous m'avez un peu cherché des poux dans la tête à propos du mot annexion sur le Groenland. Bon,

j'étais resté à la définition de la conséquence d'une annexion. Alors, peut-être que c'est pas une annexion formelle, mais en tout cas, c'est une invasion, tout ce qu'il y a de plus réel. Et l'accord qui est signé avec le Danemark, qui ne tient naturellement aucun compte des désirs de la population locale, mais au-delà, c'est un accord de cession du Groenland à l'autorité militaire et autres, des États-Unis d'Amérique et de M. Trump, puisque lui-même dit que cet accord va donner aux États-Unis un contrôle permanent sur la sécurité. Vous savez qu'il n'y a plus de clauses de revoyure, qu'il n'y a pas besoin d'accord préalable du Danemark, et dit-il sur tous les autres besoins. Il n'y a pas de doute à avoir sur ce que signifie cette démarche dans la bouche d'un homme qui, quelques instants après, parlant du Venezuela, outre qu'il s'attribue les réserves pétrolières du Venezuela

pour affirmer que ça représente 60 % des réserves mondiales, mais c'est surtout cette phrase incroyable quand il dit que le butin va au vainqueur, c'est -à -dire qu'il considère que le Venezuela est son butin. C'est une proclamation impérialiste complètement décontractée.

Et évidemment, pour des gens comme nous, ça ne fait que renforcer le sentiment de l'urgence du non-alignement et de la mise à distance de la puissance dangereuse que sont les États-Unis d'Amérique, qui sont susceptibles à tout instant de nous entraîner dans leur guerre ou de nous les faire subir. C'est la raison pour laquelle, de manière qui peut -être vous surprendra, nous avons approuvé la présence du président de la République à Saint-Pierre-et-Miquelon en comprenant la signification symbolique de cette présence, puisque Saint-Pierre-et-Miquelon, comme les îles des Antilles, des Caraïbes, pardon, avaient été assimilées dans le petit tweet de M. Trump à des territoires occupés par les États-Unis d'Amérique. Et histoire de créer une ambiance de travail, j'avais demandé pourquoi la France n'envoyait pas le porte-avions, puisqu'on l'a envoyé dans le détroit d'Ormuz. On n'a pas bien compris pourquoi faire, puisqu'il était question de libérer le passage. Alors, précisément, c'est ceux qui arrivaient qui le bouchaient. Mais enfin, bon, ce moment nous a paru symbolique, intéressant, et surtout, le fait que, pour la première fois, on se recoupait, ou plus exactement que le président Macron recoupait la position qui avait été exprimée par les Insoumis auparavant, toujours dans la logique du non-alignement, qui est d'aller voir et d'imaginer un accord profond avec le Canada. Pour que chacun voit bien de quoi il retourne,

Trump et les Nord-Américains ont pris à partie le Canada pour la énième fois. Je vous rappelle qu'ils voulaient en faire un État des États-Unis. Mais cette fois-ci, c'était sous le prétexte de la liberté du commerce et mettait en cause les notices du Québec, qui sont faites en français, ce que Trump considère comme un attentat contre la libre circulation des marchandises. Mais nous, Français, d'une manière générale, nous considérons les Québécois comme nos cousins, et par conséquent, tout ce qui leur nuit nous concerne, nous implique. Et c'était très intéressant parce que, à ce moment-là, nous, nous avons pris position pour dire, le Canada a ouvert un chemin, puisque tout aussitôt, le Premier ministre canadien a été en Chine pour, en gros, établir une position de non-alignement, puisque ça ouvre des routes commerciales, ça approfondit un accord commercial privilégié, etc. Et telle est bien l'idée que nous nous en faisons, c'est -à -dire que, dans un monde à construire, le non-alignement pourrait reposer sur un bloc qui serait véritablement et ostensiblement non-aligné, car personne ne prend le Canada pour un allié politique de la Chine ou de qui que ce soit, pas plus que les Français. Donc, nous avons vu dans toute cette séquence quelque chose qui venait abonder la position que nous soutenons sur cette affaire. Évidemment, il y a le discours du président de la République française à l'ONU. Je le qualifierais de discours du remords,

puisque toutes les choses approximatives qu'il a pu dire, ainsi que leur contraire dans la période précédente, d'un seul coup éclaté dans un moment de colère qu'on lui a vu avoir, pour dire la honte du comportement du gouvernement de M. Netanyahu. Et on peut dire que, d'une manière générale, la bataille morale est entièrement et totalement perdue par le gouvernement de M. Netanyahu. Et puisque j'ai même lu dans le journal Le Monde, qui est pourtant d'habitude très atlantiste, que le journal parle d'une guerre d'anéantissement à Gaza. Bon. Alors, après, c'est une affaire de mots, bien sûr, un anéantissement et un génocide. C'est pas tout à fait la même chose, mais on voit bien qu'il y a maintenant une opinion générale pour dire que tout ça est inacceptable, honteux, et d'une violence terrible. J'ajoute que les propos de Macron rappelant que Netanyahu avait attaqué et envahi tous ses voisins. C'est le discours que nous avons tenu jusqu'à présent pour caractériser l'action de ce gouvernement. Alors, ça ne rend que plus fort. La critique a été faite à la France par les experts de l'ONU contre les persécutions juridiques dont font l'objet ceux qui, en France, ont défendu ce point de vue. On pense, nous, singulièrement à Rima Hassan, qui n'est pas la seule, hein, à avoir un procès ou des procès en cours, des actions judiciaires qui sont ruineuses, mais qu'il

faut assumer. Et dont nous avons appris récemment

qu'en plus, le ministre de l'Intérieur avait prévu de la faire arrêter au moment où elle allait prendre son avion. Bon, et que tout ça a été annulé pour la raison qu'elle n'est pas partie, qu'elle n'a pas pris l'avion. Mais le reste est assez ignominieux pour que tout le monde, maintenant, ait à l'esprit de quel est le sort qui attend ceux qui s'abèsent à pratiquer cette politique. Donc voilà, donc, des déclarations qui vont dans le sens de ce que nous proposons. Et je pense que, comme tout le monde le comprend, il s'agit de choses qui sont décisives, puisque il s'agit de l'avenir. Le discours de M. Macron, c'est un discours de remords, mais c'est aussi le discours de la fin d'un monde. Celui des positions entre deux, des paroles confuses, de l'en même temps, bon, et de cette duplicité permanente des administrations françaises sur le sujet, puisque j'ai lu dans un journal aussi qu'un des conseillers de l'Élysée... disait qu'Israël restait un partenaire fiable, mais qu'il y avait un problème de rapport de force à propos de la Palestine. Alors là, on croit rêver en lisant des phrases pareilles, parce qu'on se demande dans quel monde on vit réellement. Bon, j'avais ça à vous dire. Le second point, évidemment, c'est l'état d'urgence sociale dans lequel s'enfonce notre pays, du fait de l'augmentation des prix des carburants. On ne voit pas que cette situation s'améliore, puisque les prises qui concernent les points de passage des marchandises, et notamment du pétrole, qui sortent de la zone de

l'Iran et des pays du Golfe, toutes les voies sont en quelque sorte ou coupées ou tenues, ou prises, ou surveillées, ou dominées par l'Iran et ses alliés. On pense au détroit de Mandel, c'est ça, hein, Babel-Mandel, la porte du Mandel.

Bon, donc tout ça est sous surveillance, et au premier rebondissement, tout dégénérera. Dès lors, on ne voit pas ce qui pourrait calmer l'explosion des prix. Et dans ce contexte déjà si tendu, on nous parle beaucoup de la menace que représente la Russie, comme, sans doute, vous vous en souvenez, nous condamnons depuis le premier jour l'invasion, et demandons le retrait de la Russie, de l'Ukraine, dans la mesure où l'une de nos positions fondamentales est que nous n'acceptons pas que les problèmes soient réglés par des invasions. Les Français ayant été envahis quatre fois par leurs voisins, il est certain qu'il y a, dans notre mémoire historique, une certaine surcharge à ce sujet, pour considérer que jamais une invasion a régler quelques problèmes que ce soit d'une manière rationnelle. Mais ce qui nous inquiète, c'est que personne n'a l'air de s'inquiéter de la raison pour laquelle la menace paraît plus grande aujourd'hui de la part de la Russie qu'elle n'était il y a quelque temps. Pourquoi ? Il faut peut-être se demander si ça n'a pas un rapport avec les tirs en profondeur que fait l'Ukraine. Position qui jusque-là n'avait pas été celle des Français. De même que les Français en général, la France, après avoir dit qu'il faudrait une présence au sol, et puis oui, et puis non, et puis tout et le contraire, maintenant on ne sait plus très bien où on en est, mais ce qu'on sait, c'est qu'on ne dit rien à propos de ces tirs en profondeur. Donc, je le redis, ce n'est pas pour excuser la Russie, puisque dès qu'on dit une parole de bon sens et de raison, on se voit accusé d'être des

déserteurs du combat. Mais tout de même, qui peut imaginer qu'un pays laisse sa propre capitale être attaquée et n'apporte aucune réponse à une situation pareille ? Bon, ça n'existe pas. Même si la Russie est l'envahisseur de l'Ukraine, il n'empêche que dans cette circonstance, l'escalade suit son cours. Et donc, en effet, nous pensons que le risque s'accroît, mais qu'il n'y a toujours pas d'autre issue que la diplomatie et la discussion, parce que la guerre ne règlera pas le problème. On le voit, donc ça fait 4 ans que ça dure. Mais enfin, bon, il y a toujours de grands esprits qui sont prêts à se faire tuer jusqu'au dernier ukrainien pour mener cette attitude et ces choix qui, finalement, sont discutables, tout simplement parce qu'ils sont inefficaces et qu'ils nous amènent la guerre.

Voilà sur ces sujets. Alors, l'état d'urgence sociale, il résulte de tout ça et il ne s'arrangera pas. Le gouvernement, visiblement, est dépassé par la situation, fluctue entre des arguments qui ne tiennent pas plus debout les uns que les autres. On a entendu

parler d'une prime, je ne sais pas comment on appelle ça, d'un dédommagement d'un chèque qui, pour finir,

revient à 33 euros par mois pour les grands rouleurs, ce qui n'a aucun rapport avec les sommes qui sont dépensées précisément par les grands rouleurs. Et ensuite, divers aides dont on a tous compris qu'elles reposent sur le fait que les ayants droit oublieront peut-être de les réclamer, peut-être parce qu'elles ne sont pas à la hauteur de la situation. Toujours est-il que ça apparaît être une politique incohérente qui n'a pas d'effet sur la réalité. Et quelle que soit la situation et quelles que soient ses exigences, ses inconvénients, y compris financiers, dans un moment comme celui que nous vivons, n'empêche que la fonction de l'État est la protection due aux citoyens. Et s'il n'y a pas cette protection, alors à quoi bon des institutions, à quoi bon tout le système qui fonde la société elle-même ? C'est donc le devoir de l'État de répondre à l'état d'urgence sociale. Encore faut-il que l'état d'urgence sociale soit ressenti comme tel. Alors il y a une certaine bourgeoisie qui est aux commandes de l'État et qui connaît mal ou ne s'intéresse pas vraiment aux souffrances populaires et pour qui les maltraitances populaires sont une espèce de fatalité de l'histoire. Bref, il y a toujours eu des gens qui ont des problèmes. Quand on entend le ministre chargé curieusement du pouvoir d'achat, on pourrait imaginer qu'il est en train de négocier le retour aux conférences annuelles obligatoires, mais non, pas du tout. Il dit que lui, il n'a pas envie de déranger Total et que les biens contents que Total se limite lui-même. Alors ça, c'est pour le gouvernement. Après les différentes candidatures aux élections présidentielles, ils vont chacun d

'une petite trouvaille, d'une rustine qui dansent par a drap et qui n'aboutit à rien, il n'a pas de sens. Le plus grotesque étant évidemment la proposition de Mme Le Pen, puisqu'elle propose de baisser la TVA, mais la TVA n'a jamais empêché les prix d'augmenter, donc ça ne bloquerait d'aucune manière l'augmentation des prix. Et les reports de TVA supprimés sur la valeur de la marchandise, dans notre pays, on a quand même le cruel souvenir de la réduction de la TVA dans la restauration. Est-ce que ça a donné ? C'est -à -dire rien. Donc ce n'est pas la bonne méthode, ni comme méthode, ni pour le résultat attendu, les prix continueraient à monter. Donc il est clair que ce qui est en cause, c'est les marges. Et nous avons parlé jusqu'à présent des marges des raffineurs. L'une de vos collègues d'ailleurs avait même eu l'audace de m'interrompre dans ma présentation de candidature à la télévision, pour me dire que je savais bien que Total ne faisait pas de profit en France, et que donc on ne pouvait rien lui demander. Bon. Elle avait en quelque sorte, devant tous les téléspectateurs, cautionné l'optimisation fiscale. Non. Total continue à avoir les 4 -5ème de ces produits raffinés qui sont sur la France. Voilà. Alors nous, nous proposons le blocage de la marge. Quand même, depuis le début de la guerre, multiplié par 7 ,5, mesdames, messieurs, ce n'est pas une mesure d'une violence abusive que de dire que tout ça est une sorte de raquette qui est faite sur la population française et qui est fixée par notamment la compagnie Total.

On nous dit qu'elle fait des efforts. Peut-être bien, mais à quoi bon être français si ce n'est pas venir à la rescousse de ses compatriotes quand il y a un problème ? Et qu'on ne nous dise pas que si on bloquait leurs marges, la compagnie s'écroulerait aussitôt sous le poids. Non. Elle n'a fait que des bénéfices sans arrêt et d'une manière tellement extravagante qu'on a le droit de s'en indigner. De même, on ne pense pas non plus que la nationalisation punitive soit une solution. D'abord parce qu'il faut du temps et que la crise sera peut-être arrêtée avant. Et puis bon, ce n'est pas une bonne idée que de mettre un parallèle entre, en effet, la collaboration avec l'ennemi qui a été celle de Renault et la compagnie Total. Il faut quand même que, raison gardée, on est en train de parler d

'une situation de crise où Total défend ses intérêts capitalistes. Nous, nous défendons les intérêts du peuple français. Bon, il doit bien y avoir moyen de trouver une solution qui nous tire d'affaires, c'est -à -dire le blocage des marges parce que ça, ça fonctionne. Alors, bon, le but, c'est de revenir à 1,70 par tous les moyens possibles. Voilà, point. Alors, par contre, la question qui reste pendante, c'est est -ce qu'il y a une sensibilité suffisante à l'état d'urgence sociale ? Vous savez que j'ai proposé dans mon discours, je ne sais plus si c'était à la fête de l'Huma ou le coup d'avant, enfin, peu importe, hein ? Bon, l'établissement d'un état d'urgence sociale et d'un état d'urgence écologique. Parce qu'on avait fait ce constat que l'état d'urgence, il y en avait qu'un qui existait, c'est pour les menaces, supposait -elle, sur l'ordre public.

Et dans notre pays, on n'y a pas de main morte quand on fait ces choses -là. Donc, on avait eu un état d'urgence qui avait été imaginé pour la guerre d'Algérie. et qui avait été appliqué, et puis ensuite maintenu pendant plus de deux ans, jusqu'à ce que quelqu'un finisse par dire on ne peut pas être sous l'état d'urgence permanent. Et l'état d'urgence avait pour l'essentiel basculé dans la loi commune. Et c'est comme ça qu'on s'était débarrassé de l'état d'urgence, version M. Macron, pour régler les problèmes. Bon, voilà. En tout cas, ça donne une idée. Il faut qu'il y ait un état d'urgence sociale et un état d'urgence écologique. Alors, pour ce qui est d'état d'urgence écologique, je me réjouis d'avoir vu une tribune qui rejoint notre point de vue. On y a dedans Jean -Jouzel, Artis Bertrand et puis Noël Mamère. Je cite que ces trois noms parce que c'est ceux que j'ai retenus en lisant la liste. Donc, je pense qu'on n'aura pas beaucoup de mal en France, nous gagnons les élections, à faire accepter l'idée d'état d'urgence. Alors, il ne faut pas se méprendre sur un état d'urgence. L'état d'urgence, il est destiné à prendre des mesures d'urgence. Et les mesures d'urgence ne sont pas possibles là où il y a des délais qui rallongent la mise en œuvre d'une décision. Donc, l'état d'urgence, il a pour fonction essentielle non pas de créer des droits nouveaux, comme par exemple l'article 16 de la Constitution qui suspend les libertés démocratiques du pays et constitutionnelles. Il a pour unique objet de suspendre les délais de mise en œuvre d'un certain nombre de décisions. Bon, alors ça vaut pour plein de décisions

qui ont à voir avec l'état d'urgence sociale, par exemple la convocation

de négociations annuelles obligatoires. On recommence en cours d'année parce qu'il y a un problème. La mise en place de... · L'échelle mobile des salaires, pour reprendre cet exemple. Pareil pour le blocage des prix. Tous les délais qui sont prévus, les consultations, etc., qui, en temps ordinaire, peuvent être considérées comme des méthodes normales, ben là, sont suspendues. Et puis ensuite, bien sûr, on revient devant le Parlement. De là, il est venu sans doute une équivoque à un moment donné, parce qu'on m'a reproché d'imaginer l'échelle mobile des salaires à titre provisoire. Ben, c'est que moi, je le rapportais à l'état d'urgence. Et donc, l'état d'urgence, par définition, c'est une situation provisoire, puis ensuite, on doit passer devant le Parlement. Dans une démocratie, non mais bon, on ne peut pas imaginer un état d'urgence permanent. J'ai dit, on l'a fait une fois, c'est absurde. C'est plus un état d'urgence, ça devient un état permanent. Donc, il faut être capable de faire une proposition qui correspond à une situation et à un moment donné. Et évidemment, c'est la description des conditions qui fera l'affaire. De même que pour les libertés publiques, c'est la définition des conditions qui faisait l'affaire. Ben là, c'est pareil. C'est une situation, on va trouver la phrase, parce qu'il faut qu'elle soit assez ample pour englober tous les cas possibles. On va trouver la phrase pour dire, dans le cas où les fonctions essentielles de la vie quotidienne ne peuvent plus être assumées, ou que les moyens y manquent, ou que certains moyens ne sont pas présents au moment où ils devraient l'être. Enfin, vous voyez des choses de cette nature qui autorisent la réquisition, qui autorisent le blocage des prix, qui autorisent

le blocage de démarche. Et pourquoi j'ai dit que c'était la suspension de certaines libertés, qui

résulte d 'habitude de ces délais ? Ben après, on y retrouve après. Comme ça ne choque personne qu 'il y ait des ordonnances, enfin, je veux dire, à part nous qui n 'ayons pas le procédé, dans la vie habituelle de la vie politique du pays, personne n 'est choqué du fait que le Parlement se remette à des ordonnances pour des choses qui ont une portée législative, et qu 'on vienne au bout d 'un an en parler, et ni sur tout ce qui est très frappant dans notre pays, et qui ne frappe personne, c 'est qu 'au bout d 'un an, personne ne revient. Et que l 'ordonnance est considérée comme approuvée, parce que personne n 'a rien dit. Et que comme ça, des lois ne s 'appliquent pas. Donc, si l 'on devait me chercher Pouille sur cette histoire, ben qu 'on le rapporte à la situation et aux justes et coutumes de notre pays, disons que dans ce domaine, il n 'y a rien dans l 'état d 'urgence sociale qui mérite qu 'on s 'en indigne. Mais il y a, en effet, sujet à discussion, bien sûr, comme toute décision et comme toute proposition. Voilà. Je vous ai dit à peu près tout. J 'espère qu 'est -ce que j 'ai perdu de mon papier. Eh oui, l 'ambiance. Voyez -vous, nous nous réjouissons des succès que nous avons rencontrés dans les rassemblements auxquels nous avons appelés. Mais tout ça ne nous fait pas perdre la tête. Si nombreux qu 'on ait été à la fois à Saint -Denis, à nos amphiétés, à Lille, à la fête de l 'Huma, à Pimpon, que sais -je encore, nous

l 'analysons bien sûr comme une performance de nos capacités d 'organisation, mais surtout comme une photographie, une expression d 'un état d 'esprit de notre peuple. La cocotte minute bout très, très fort. Et elle trouve dans nos rassemblements un moment d 'expression politique qui a une grande profondeur, puisque ceux qui viennent dans les rassemblements sont souvent des gens que la politique intéresse, qui la suivent d 'assez près. Par conséquent, les slogans qui sont criés à cette occasion, les interjections, tout cela fait sens. Le peuple français est dans une situation d 'exaspération à peu près complète. Et personne ne peut prévoir ce que cela va donner, car nous sommes un peuple remuant, rebelle, et habitué à des interventions directes sur la scène politique. Beaucoup de vos articles reflètent cette préoccupation quand vous vous demandez si les Gilets jaunes vont revenir. Mais Gilets jaunes ou pas, ce qui est certain, c 'est qu 'il y a un retour du peuple français sur la scène de son histoire. Et croyez -en, tous ceux qui ont observé et qui ont l 'expérience de ces choses en attendant, mes derniers mots seront pour appeler les Insoumises et les Insoumis, et tous ceux qui les influencent à se rassembler, à se mobiliser, non seulement à notre appel pour nous aider dans la campagne, ce qu 'ils font déjà avec beaucoup d

'alent, mais à participer aux mobilisations qui ont été prévues dès lors qu 'ils ont la possibilité de le faire, puisque il y a plusieurs dates, et que bien sûr, on aurait aimé qu 'il n 'y en ait qu 'une seule, mais il y en a plusieurs, alors on fait avec. C 'est le 26 septembre, la marche climat, ce samedi. Le 29, la manifestation sur la fonction publique qui est bien brutalisée par le projet de M. Lecornu. Le 3 octobre, la marche des fiertés. Le 10 octobre, la mobilisation de soutien au peuple palestinien. Et le 17 octobre, les mobilisations pour le pouvoir d 'achat, qui est cette date qui vient souvent dans les discussions sur l 'actualité, est -ce que ça va être le retour, etc., etc. Pour ma part, j 'en rajoute une, sur laquelle je demande qu 'on fasse attention. Le 30 octobre, les dockers de plus de 40 ports de la Méditerranée, pas que de la Méditerranée, mais de la Méditerranée, et les dockers français, donc participeront à une journée internationale de boycott du gouvernement de M. Netanyahou, et des fournitures d 'armes et de matériel qui leur sont faites. Voilà. J 'ai dépassé de 5 minutes. Non, 5 quoi ? C 'est quoi, là ? 25, ça va. Ça va ?

C 'est bref. Par rapport à l 'habitude. Bon, merci.

Maintenant, mes deux amis vont vous dire pour le reste ce qui concerne la campagne, le point où on en est.

Je vous remercie d 'avoir eu la patience de m 'écouter. Je vous dis à bientôt. À très bientôt. De toute

façon, je vous retrouve dans les manifs et le 25.

Une question ? Vous plaisantez ? Non, mais il y a des gens plus compétents que moi pour y répondre. Non, non, non, non, je vous remercie de vous. C

'est pas ce que c 'est vous, hein ? Puis vous posez pas toujours des questions très respectueuses, donc faites attention.

Ah oui, j 'aime les questions sur le peuple.

Dans les chefs d 'État européens, et peut -être un peu élargis, à venir parler de la paix autour de lui. Alors est -ce que vous jugez que c 'est une bonne initiative de la part d 'Emmanuel Macron d 'avoir voulu convoquer ce Conseil de la paix ? Est -ce que vous y seriez volontiers ? Et est -ce que vous reconnaissez à ce chef de l 'Église catholique qui est pape... Attends, c 'est pas une question, là, vous me lisez un livre. Non, non, non, pas du tout. Est -ce que vous lui reconnaissez un rôle international, et lequel, à ce pape Léon XIV ? Et par ailleurs, vous avez, je crois, un parlementaire, Aurélien Saint -Touille, qui est membre d 'une commission des relations avec le Saint -Siège. Est -ce qu 'il sera vendredi à l 'Élysée ? Voilà. Écoutez, vous me posez une question à laquelle je ne saurais pas répondre. Je ne sais pas ce qu 'il fera vendredi. Peut -être que ça, tu le sais, ou Mathilde est pas là. Bon, s 'il est membre d 'un groupe d 'amitié, aussi, d 'une commission, il ira là où les choses se passent. C 'est normal. Bon, je suppose. Je ne vois pas beaucoup qu 'il n 'irait pas. Il y a des moments où non. Bon, s 'il faut faire une remarque, bon, alors, Léon XIV vient en France, bienvenue au chef de l 'État du Vatican, et ne perdons pas de vue qu 'il est un repère moral, pour certains d 'entre vous, et pour un milliard de personnes. Donc voilà, point.

Après, il y a un petit air de fâcherie, j 'ai cru comprendre, parce que le président voulait être partout, et le pape voudrait que l 'autre n 'y soit pas. Alors bon, tout ça ne nous concerne pas. On souhaite que ça se passe bien, point final. Par contre, je n 'ai pas de compliments à faire à M. Macron, relativement à une des idées du pape Léon XIV,

qui participe au concert de ceux qui demandent qu 'une autorité internationale se constitue pour surveiller les développements de l 'intelligence artificielle, et que toutes les initiatives qui sont prises, que ce soit par les Chinois, ou sur les conseils de l 'Église, ou par l 'ONU, la France n 'y est pas. Pas l 'ONU, c 'est 20 pays, je crois, bon, la France n 'y est pas, non, ce n 'est pas acceptable. Qu 'est -ce qu 'on est en train de faire, là ? Qu 'est -ce qu 'on a à cacher ? Qu 'est -ce qui fait qu 'on n 'y participe pas ? C 'est une erreur. Il faut participer parce que c 'est un moment crucial. Et pour rapporter ça à nos propres conceptions du monde et stratégies qui s 'y rapportent, tout ce qui fait monde, tout ce qui fait humanité, est bon à prendre. Et en ce sens, je dois dire que l 'encyclique a été en quelque sorte le premier document d 'ampleur mondiale, peut -être après la déclaration des Chinois, je ne sais pas lesquels sont arrivés les premiers, des papistes ou des Chinois, pour prendre en main l 'affaire de l 'intelligence artificielle, qui souvent est présentée d 'une manière destinée à faire peur à tout le monde, souvent pour favoriser des levées de capitaux, davantage que pour répondre à une réalité. Mais le problème est en effet posé, puisque toutes les intelligences artificielles sont capables de non -alignement, comme on dit, c 'est -à -dire de sortir du cadre dans lequel ils ont été au début prévus. Donc il y a urgence à le faire, et l 'absence des Français ne s 'explique pas. Par contre, peut -être que les recommandations du pape, si elles s 'adressent au président de la République, pourraient faire mûrir

son point de vue, que sais -je. Bon, je dis tout ça pour revivre des paroles aimables, mais je n 'y crois pas une seule seconde, parce que si on voit qu 'une réunion en tant que l 'autre est là, bon, on sent qu 'il y a, comme on dit, de l 'eau dans le gaz, quoi. Merci.

· Ah oui ? Bon. On va en rester là parce que sinon je reprends mon... Et ça va pas le faire, quoi. C'est pas pour ça que... La prochaine fois, venez me voir si vous avez du temps à perdre. Je ferai un petit cours sur le sujet pour vous mettre vos... Mme Rabinelle, vos fiches à jour.

Parce que quand même, c'est quand même bien moi qui avais raison. Bon, bref. Voilà. Merci. À bientôt. · Bonjour. ·

Les petits projecteurs.

Bonjour à toutes et tous. Avec Clémence Guettet, on va vous présenter des prochaines étapes, des prochaines initiatives de la campagne présidentielle. Alors vous devez avoir sur le petit écran qui se trouve là quelques chiffres. Peut-être d'abord vous donner quelques chiffres. Jean -Luc Mélenchon en a donné des premiers sur la dynamique de la campagne engagée depuis le lancement de la candidature de Jean -Luc Mélenchon au mois de mai dernier. C'est 380 000 signatures de soutien qui ont été récoltées. C'est environ 150 000 personnes, quasiment 150 000 personnes qui ont rejoint les groupes locaux, les groupes d'action, et donc qui sont engagés au quotidien dans la campagne, avec 800 nouveaux groupes d'action qui ont été constitués, notamment avec un objectif et une volonté de renforcer le maillage territorial de la campagne présidentielle. Et puis c'est une activité de campagne très intense, puisque c'est plus de 17 millions de tracts qui ont d'ores et déjà été distribués et plus d'un million d'affiches collées. Ça, c'est pour vous donner peut-être quelques éléments de la dynamique de la campagne. D'habitude, vous avez l'habitude d'apprécier les dynamiques de campagne présidentielle à l'aune de la participation dans les événements, à l'aune des sondages, des enquêtes d'opinion. Bon, nous, on a plutôt ce type d'indicateurs qui nous permettent de constater que cette campagne est bien engagée. Et que, évidemment, elle va se poursuivre. On a eu une rentrée très dense avec l'enchaînement des universités de rentrée, de la braderie de Lille, de la fête de l'humanité. Et

en ce qui concerne les prochains temps forts, prochaine grande date de meeting, on a d'ores et déjà donné rendez-vous à Clermont -Ferrand. Ça sera le 11 octobre prochain pour un prochain grand meeting de campagne. Et d'ici là, l'étape dans laquelle nous sommes rentrés de la campagne, c'est une étape de déploiement de notre collectif, de notre équipe, des membres de l'intergroupe de la France Insoumise avec l'objectif de tenir dans les deux mois qui viennent une réunion publique, un meeting dans chaque département du pays. Et donc, on vous a mis dans le dossier de presse une première date, une première série de réunions publiques qui sont prévues avec l'objectif d'aller partout dans le territoire. Bien évidemment, la prochaine grande étape à venir de la campagne présidentielle, elle se fera autour de la sortie du programme L'Avenir au commun. Je vais laisser Clémence Guéthée vous en dire davantage.

Bonjour à toutes et tous. Alors en effet, j'ai la charge de vous parler de la sortie de notre programme qui, comme pour chaque élection présidentielle, est évidemment un passage obligé et pour nous un moment très important puisqu'on espère que ce document permettra du débat. En tout cas, on est une nouvelle fois, il me semble, la première équipe de campagne à l'élection présidentielle à présenter un programme complet. Et donc, il va sortir ce programme le 6 novembre, dans un gros mois, on va dire maintenant. Et donc, normalement, vous en avez la couverture qui est dévoilée aujourd'hui. C'est un livre qu'on a coordonné avec Adrien Clouet et moi-même, comme il y a deux élections présidentielles. Et c'est la cinquième édition depuis 2016 parce que c'est un document qu'on remet à jour de manière très régulière. La dernière édition datée de début 2025. C'est un programme qu'on a construit en différentes étapes. Donc, ça fait maintenant plus de sept mois qu'on travaille sur ce document qui a fait l'objet de contributions citoyennes. Sur le site Mélenchon 2027 .fr, on a eu 24 000 contributions qu'on a épluchées, qu'on a décortiquées, qu'on a analysées, qui nous

permettaient aussi de voir de grandes tendances dans les intérêts que les gens peuvent avoir pour la campagne qu'on mène et pour le projet qu'on mène. Il y avait beaucoup de propositions sur les questions démocratiques, sur les questions relatives à la lutte contre les violences policières, à l'antiracisme, à la préoccupation écologique notamment. Bref, on en a fait des

synthèses qui sont publiques et qui sont sur le site. On a aussi mené des auditions, cette fois-ci avec des experts et expertes. Donc, il s'agit de représentants d'associations. Là aussi, tout est visible sur le site Internet. On a fait plus d'une trentaine d'auditions, donc avec les assos et ONG écolos, celles qui travaillent sur la question des droits humains, celles qui travaillent sur les questions de santé, etc. Ça, ça s'est fait au mois de mai et de juin. Et puis, depuis ça, et tout cet été, en réalité, pendant qu'on était en train de préparer les amphis, on a aussi préparé ce programme avec les 80 parlementaires insoumis, donc de l'intergroupe, à la fois à l'Assemblée nationale et au Parlement européen, qui ont pu verser au pot commun tous les rapports de missions d'information, de commissions d'enquête, toutes les propositions de loi qu'ils et elles ont travaillées depuis le début de leur mandat. Et puis, avec les 40 groupes thématiques de la France insoumise, qui, je le rappelle, travaillent sur 40 sujets différents, qui sont ouverts à toutes et tous. Tous les insoumis qui veulent bosser sur ces sujets, ils sont les bienvenus. Et donc, voilà, on a coordonné tout ce monde-là pour réussir à produire cette nouvelle mouture de notre programme, qui sera donc le programme de la Nouvelle-France et qui a été largement réorganisé, mais ça, on vous en dira plus en détail plus tard, puisque ça sort le 6 novembre, mais réorganisé pour répondre à ce qui nous semble être des défis absolument majeurs, une

forme de crise de la civilisation humaine. Et donc, il y aura désormais six parties dans ce programme. C'était moins que ça la dernière fois, pour répondre à la fois à l'urgence du changement climatique. C'est d'ailleurs pour ça que le programme s'ouvre sur la question écologique, cette fois-ci, mais aussi à tous les enjeux géopolitiques, notamment que Jean-Luc Mélenchon a abordés juste avant, qui ont des conséquences à la fois sur la situation internationale, mais aussi sur la situation intérieure au niveau national. Et donc, six parties. Je l'ai dit, ça commence par les questions écologiques. Ensuite, on traite des questions économiques, mais la superstructure économique et comment rétablir un petit peu d'égalité dans un système macroniste qui les a exacerbés très largement. La question sociale, c'est-à-dire les conséquences sur les Français en matière de salaire, de pouvoir d'achat et de possibilité de vivre dignement. Une partie qui sera entièrement nouvelle sur la question scientifique, où je pourrais en dire un mot plus tard, mais qui nous paraît être absolument nécessaire à la fois pour faire face à l'urgence climatique et à la fois parce que Jean-Luc a dit un mot sur la question de l'intelligence artificielle, qui était un enjeu qui n'était pas présent ou très peu, très marginalement dans notre programme en 2022, qui cette fois-ci a pris une place immense à la fois dans le débat public et dans nos préoccupations de comment encadrer cette intelligence artificielle et la mettre au service du bien commun. La cinquième partie porte sur les aspects démocratiques, donc notre revendication de VI<sup>e</sup> République en passant par une constituante, mais

aussi tous les moyens qui permettent l'intervention populaire permanente. Et puis enfin, nous terminons avec les questions d'ordre diplomatique, géopolitique, avec nos propositions en faveur de la paix, en faveur d'un monde plus ordonné. C'est un programme que nous sortons chez les éditions La Dispute, édition sociale. C'est une nouveauté. Notre volonté politique était de pouvoir soutenir l'édition indépendante, qui, comme vous le savez, comme beaucoup de secteurs de production culturelle et idéologique, fait face à une offensive très forte. Et donc on a fait le choix de passer par eux. Et il y aura une mise en place dans les différentes librairies indépendantes, mais aussi les grandes surfaces, FNAC, etc., qui sera de 30 000 exemplaires au début. Donc voilà pour les éléments sur ce programme. Encore une fois, on n'en dévoilera pas trop aujourd'hui, mais il y a beaucoup d'enjeux nouveaux. Il y a une réorganisation complète du document pour ce qui nous

semble être nécessaire aujourd'hui. Et ce programme, il sera dévoilé, explicité le 7 novembre, le lendemain de sa parution, donc. 7 novembre, nous tiendrons la grande convention de la France insoumise, au Bourget, convention de l'élection présidentielle, où là aussi vous aurez plus d'éléments en temps voulu, mais où le but, c'est de proposer une forme de spectacle, que nous assumons comme ça, qui puisse montrer, donner à voir notre doctrine programmatique et ce qu'on propose pour le pays.

Donc ça, ce sera le 7 novembre au Bourget, qui sera très vraisemblablement une nouvelle démonstration de force. Manuel Bompard vous a parlé juste avant du meeting de Clermont -Ferrand le 11 octobre. Et puis ensuite, le rendez-vous suivant sera celui-ci, qui sera l'occasion de présenter ce programme. Et je repasse la parole à Manu pour les autres éléments de notre campagne. Merci. Donc vous avez en quelque sorte les deux grandes prochaines étapes, le meeting de Clermont -Ferrand que j'ai évoqué d'ores et déjà le 11 octobre, et puis cette convention programmatique qui aura lieu le 7 novembre. Autour de ça, évidemment, il y a le déploiement des meetings et des réunions publiques dont je vous ai parlé tout à l'heure, et puis un certain nombre de déplacements du candidat de Jean -Luc Mélenchon, qui répondra demain aux questions du journal Politico pour un grand entretien, qui sera la semaine prochaine, lundi prochain, au grand oral du salon du bâtiment. Le lundi suivant, tiendra une conférence étudiante. Et puis... C'est pour que vous ayez un peu les prochaines étapes, les prochaines dates de notre campagne. Sachez aussi que nous sortons aujourd'hui un nouveau tract de campagne qui, évidemment, vise à présenter nos réponses

face à l'état d'urgence sociale et face à la campagne. Un tract qui va être tiré à 4 millions d'exemplaires et qui commencera à être distribué à partir du début de la semaine prochaine, notamment un tract qui sera utilisé dans le calendrier social dont vous a parlé Jean -Luc Mélenchon avec les prochaines dates de mobilisation. Et enfin, parce qu'une campagne a la vocation à être aussi ludique, vous informez qu'on a lancé, initié en fin de semaine dernière un dispositif de ce qu'on appelle la gamification de la campagne, c'est -à-dire dans l'objectif de continuer aussi à récolter les parrainages citoyens, le soutien à la candidature de Jean -Luc Mélenchon, la possibilité pour chaque Insoumis de disposer d'un lien personnalisé, qu'on peut mettre à disposition, qu'il peut utiliser pour faire signer ses proches, sa famille, ses amis, les gens qu'il rencontre. Et chaque personne qui arrive à faire signer une personne supplémentaire gagne un petit point sur la plateforme de la France Insoumise et ça lui permet de collecter des tortues. Je crois que le leader de ce jeu à ce stade est présent dans la salle. Il s'agit du député Antoine Léomant. Pour ma part, je suis à la cinquième place pour l'instant, si j'ai bien vu mes statistiques de ce matin. Donc j'invite évidemment tous les Insoumis et toutes les Insoumises qui nous écoutent à participer et peuvent récolter, générer leurs liens personnalisés sur la plateforme Action Populaire et nous aider à atteindre, Jean -Luc Mélenchon en a parlé, à un objectif que nous nous sommes fixés, qui est un objectif d'atteindre le plus rapidement possible les 400 000 parrainages citoyens.

Voilà, je pense qu'on vous a dit pas mal de choses aujourd'hui. Maintenant, si vous avez des questions, évidemment, soit sur les annonces de la campagne, soit sur les éléments de l'actualité, on vous répondra avec plaisir. Il y a juste un petit micro qui va vous être donné. Voilà, à vous la parole.

Bonjour, monsieur Montpard, Oscar Tessouno pour la dernière Red Brain Magazine. Il y a quelques jours dans les colonnes du Mont, votre collègue Adrien Clouet présentait une partie des mesures qui seront mises en place pour les agents de l'État, notamment de la fonction publique en termes de recrutement, où il évoquait un recrutement massif de contractuels dans la fonction publique et une revalorisation salariale. Est-ce que vous pouvez nous en dire un petit peu plus sur cette mesure qui permettrait de soutenir les agents de l'État, que ce soit dans le médico-social, dans l'hôpital, qui

subissent aujourd'hui de plein fouet la crise sociale ?

Alors, c'est Clémence Guettet, c'est pas monsieur Montpard, mais du coup, je vais vous répondre quand même. Alors, je ne suis pas sûre qu'Adrien Clouet ait exactement dit ça dans la tribune. En l'occurrence...

C'est la tribune. On va voir des millions d'euros à nouveau sur des gens dont le salaire n'a pas été revalorisé depuis plusieurs dizaines d'années. Donc on est, pour ce qui est de la fonction publique, dans une situation désastreuse en matière de pouvoir d'achat. Vous avez parlé des soignants, des personnels de la santé, mais pour les profs, c'est la même chose. Et je ne vous parle pas, justement, de tous ces personnels contractuels, c'est -à -dire non titularisés. Dans le programme, il y a des débuts de réponse à ça, mais on va aussi les développer à différents rendez-vous que Jean-Luc Mélenchon va pouvoir honorer sur la question de la fonction publique. Il y a une volonté de notre part de titulariser massivement. On ne se résout pas au fait que la part des contractuels dans la fonction publique prenne une si grande importance d'année en année, quels que soient tous les domaines qu'on évoque. Il faut, pour nous, titulariser très largement. On parle de dizaines de milliers d'emplois qu'on titularisera. Un choc sur les salaires, une augmentation des salaires avec la revalorisation du point d'indice, mais aussi des salaires de manière plus générale. Et puis des embauches massives dans tous les secteurs, parce qu'on estime que les budgets austéritaires et de coupes budgétaires qui nous ont été imposés les uns après les autres ont ravagé la plupart des services publics. Donc on va batailler très immédiatement à l'Assemblée nationale dans un budget qui, comme vous le savez,

s'annonce absolument désastreux, parce qu'ils vont chercher entre 30 et 50 milliards de coupes budgétaires. Et donc nous, on va batailler par amendement, mais très vraisemblablement, essayer de censurer aussi ce gouvernement au moment où il voudra passer en force. Et puis dans le projet présidentiel, en effet, on est ambitieux de ce point de vue -là, parce que les services publics sont dans un état déplorable. Et c'est dû notamment au fait que les personnels ne sont pas suffisamment revalorisés, considérés. Et ça passe notamment par le statut, donc bien par l'embauche de fonctionnaires, la réouverture de postes de fonctionnaires. · Et

peut-être rajouter que ces revendications, elles seront au cœur de la manifestation qui est prévue mardi prochain à l'appel de l'intersyndicale, et à laquelle évidemment les insoumis participeront massivement. Voilà, je ne sais pas si vous avez d'autres questions. Vas-y. · Et par ailleurs, le 29, puisque Jean-Luc, et tu viens de le rappeler, a parlé de la fonction publique, il y a aussi les manifestations des pompiers, des personnels du SDIS, et il y en a beaucoup partout en France qui vont être très mobilisés suite à l'été caniculaire qu'on a passé, et au surinvestissement une fois de plus qu'on leur a demandé, alors même que les moyens de l'État ne sont pas du tout à la hauteur. Donc on sera présent à la fois au manif pour la fonction publique et à la fois aux manifestations des pompiers, qui d'ailleurs ont prévu de converger, parce que finalement, le problème qu'ils décrivent est le même. Et on a mené beaucoup de travaux parlementaires sur cette question, je pense notamment au rapport qu'a sorti Damien Maudet, qui nous alerte depuis très longtemps sur la situation des SDIS et les mauvaises conditions de travail des pompiers. Donc c'est un sujet d'importance aussi pour nous le 29. · Bonjour, Sophie Dupont pour BFMTV. Justement, en parlant des manifestations, Jean-Luc Mélenchon a parlé d'une cocotte minute qui boue de l'exaspération des Français. Il a listé les manifestations dont vous parlez, et aussi celles du 17 octobre. Est-ce à dire que Jean-Luc Mélenchon lui-même sera dans la rue le 17 octobre pour manifester contre la vie chère ? Merci. · Merci pour votre question. La vérité, c'est qu'aujourd'hui, personne ne sait vraiment quel va être l'état de cette mobilisation du 17 octobre. Ce que je peux vous dire pour l'instant, c'est que,

évidemment, Jean -Luc Mélenchon, comme l'ensemble des parlementaires insoumis, des militants insoumis sont présents dans les prochaines dates de mobilisation. Pour le 17 octobre, on va attendre de voir la forme que prendra cette initiative. Mais nous, on souhaite, évidemment, et on appelle les Françaises et les Français à se mobiliser parce qu'on voit bien, et je pense pour ceux qui avaient des doutes sur ce sujet, que la conférence de presse d'hier, en quelque sorte, a répondu. On voit bien qu'il y a un gouvernement qui, en quelque sorte,

fait quasiment un déni de réalité. Je veux dire, vous ne pouvez pas convoquer, puisque j'y étais présent, tous les chefs de parti le vendredi à l'Élysée pour dire la situation, elle est durablement impactée en matière d'approvisionnement énergétique. C'est ce qui nous a été dit.

La tension sur les prix du carburant, les prix du gaz vont durer, j'ai entendu même dans cette réunion, jusqu'à la fin de l'hiver. Et en même temps, dire, on va vous proposer de prolonger des aides dont deux tiers des bénéficiaires n'ont pas fait la demande pour l'instant parce que c'est trop compliqué à mettre en œuvre. Là, si vous voulez, il y a quand même une forme de fracture entre ce que dit le gouvernement et la réalité de la situation telle qu'elle est vécue par des millions de nos concitoyens aujourd'hui. Je suppose que je n'ai pas besoin de vous en faire la démonstration. Les témoignages, vous devez les avoir, vous aussi, comme journalistes, de gens qui annulent des déplacements, de gens qui ne vont pas voir leur famille parce que le prix du carburant est trop important. On me parlait de clubs de football qui renoncent à se déplacer pour aller affronter une équipe adverse parce qu'il faut faire le tour du département et qu'ils n'ont pas de quoi payer le carburant dans le bus. Vous voyez bien que cette situation, elle n'est pas tenable. Et là, on a un ministre ce matin, c'est quand même stupéfiant, qui nous dit non, non, mais moi, je ne veux pas embêter Total. Le sujet n'est pas d'embêter Total. Le sujet, c'est de demander à ce que tout le monde fasse des efforts et qu'il ne peut pas y avoir d'un côté des raffineurs qui voient leur marge multipliée par 7,5 et qui font le jackpot dans cette situation et de l'autre côté, des millions de nos concitoyens qui se retrouvent dans une situation absolument intenable. Et comme le gouvernement ne fait rien sur ce sujet, qu'est-ce que vous voulez faire d'autre que se mobiliser, être présent dans les manifestations ? Et nous, on sera évidemment en appui et en soutien de ces mobilisations. Pour le 17, on va voir la forme que tout ça prendra, mais notre intention est évidemment

d'y participer. Oui. Bonjour, je suis Mohamed Sédic, journaliste pour le décryptage. On entend beaucoup parler du manque d'enseignants dans les lycées. Quelles mesures concrètes proposez-vous pour que chaque élève puisse terminer ses cours jusqu'à la fin de l'année ? Alors, en effet, la situation dans les lycées, elle est absolument déplorable. J'étais hier ou avant-hier, je perds la notion du temps, avant-hier, devant le lycée Saint-Exupéry à Créteil, où il y a eu une très grosse mobilisation qui est partie des lycéens eux-mêmes, mais accompagnée par à la fois les parents d'élèves et par tout le personnel éducatif. Je vous donne cette situation parce qu'elle est très concrète. Il n'y a pas dans le lycée Saint-Exupéry où il y a 1 500 élèves, il n'y a pas d'infirmières, il n'y a pas d'assistantes sociales, il manque trois postes de direction, il manque la moitié du personnel de la vie scolaire, il y a des classes surchargées, les lycéens étudient dans des conditions qui sont absolument démentes, et par ailleurs, pour beaucoup, ils sont dans la voie professionnelle, ils sont censés faire un stage à partir du mois d'août. C'était le 30 octobre, mais les profs en sont rendus par manque de moyens, notamment administratifs, à céder à cop Tennessee, à ne pas pouvoir les accompagner via ce qu'il est appelé le bureau de pouvoir, sur lequel il y aurait beaucoup à dire, mais il manque des personnels dans ce bureau des stages. Donc, en gros, on a des lycéens qui voient leur avenir sacrifié par

le manque de moyens. Et ce qui est très fort dans la mobilisation qui est prise à Saint-Exupéry mais qui se répand dans le Val-de-Marne, puisque je connais bien la situation, mais ailleurs aussi en Ile

-de -France, c'est une très forte conscience politique de l'injustice. C'est -à -dire que les dotations des lycées aujourd'hui sont extrêmement inégalitaires, selon que ce soit des lycées privés ou des lycées publics, des lycées publics dans des zones où il faudrait justement surcompenser par davantage de moyens. Donc il faut augmenter les enveloppes. En fait, sur beaucoup de sujets, c'est la réponse qu'on peut vous faire, mais il y a à nouveau des coupes dans le budget de l'éducation nationale, alors même qu'il y a des besoins criants. J'ai oublié de mentionner le manque d'AESH, d'assistantes des enfants en situation de handicap, mais ça prive concrètement des gens de leur scolarité et donc d'une possibilité pour leur avenir et leur futur, alors même que les freins sociaux à l'orientation ont été renforcés drastiquement par les procédures comme Parcoursup, etc. Donc on est dans une situation de grande injustice, de mobilisation à certains endroits que nous, on soutient. J'ai vu ce matin que ça déplaisait à Madame Pécresse à la région Ile -de -France, mais qu'on va continuer à soutenir parce que c'est totalement anormal. Et donc à la fois les DAZEN doivent se mobiliser pour effectuer ces recrutements, et puis à la fois tout ça se décide nationalement aussi dans un budget qui, une fois de plus, une année encore,

ne répond pas à ses problèmes et à ses besoins.

Bonjour, Victor Topno pour TF1 LCI. Une question par rapport aux écologistes qui ont annoncé lundi qu'ils allaient ouvrir des négociations avec les différents partis dans la France insoumise pour définir d'ici au 13 décembre leur stratégie quant à l'élection présidentielle. Est-ce que vous dites « on va essayer de négocier pour espérer à la fin quelque chose » ou bien « ce sera trop tard », sachant qu'on sait pour les sénatoriales, je pense à Lyon notamment, ça n'a pas fonctionné. Merci. Alors merci pour la question.

Pour que les choses soient dites clairement, vous savez que nous -mêmes, on a, dès le mois de février, d'ailleurs Jean -Luc Mélenchon l'avait fait dans un meeting à Argenteuil, de mémoire, puis ensuite moi -même dans le Parisien, on a mis sur la table, on a formulé une proposition qu'on a appelée une proposition de nouvelle alliance populaire en disant « travaillons ensemble sur la présidentielle, sur la législative » et on s'était adressé à l'ensemble des formations politiques qui notamment avaient censuré avec nous les budgets macronistes et étaient restés fidèles au programme qui était celui du programme du nouveau Front populaire. Bon. Aujourd'hui, vous avez une décision des écologistes. Honnêtement, je vous dis sincèrement les choses qu'on a un peu du mal à comprendre, qui nous disent « c'est dans trois mois qu'on va prendre cette décision ». Donc j'ai envie de vous répondre « puisque c'est dans trois mois qu'ils vont prendre cette décision, reparlons -en dans trois mois ». Mais nous, si vous voulez, il reste à peu près sept mois de campagne présidentielle. Il y a un travail qui est un travail gigantesque à faire pour arriver à gagner, à l'emporter, un travail de conviction, un travail de déploiement sur le terrain. Vous entendrez qu'on ne va pas passer trois mois à s'enfermer dans des négociations, c'est -à -dire quasiment la moitié du temps de campagne qui nous reste jusqu'à la date de l'élection présidentielle. Donc les écologistes disent « c'est dans trois mois ». Reposez -moi la question dans trois mois et dans trois mois, je vous dirai où on en est. Nous, en attendant, on avance. La campagne se poursuit. Je vous ai présenté un certain

nombre d'initiatives. Nous, on a dit les choses très clairement depuis le début. On a fixé y compris des dates parce qu'on vous a annoncé par exemple aujourd'hui que notre programme allait être publié. Bon, ce n'est pas des éléments que nos interlocuteurs potentiels apprennent aujourd'hui. Ils en sont informés depuis le début. Donc ils choisissent un calendrier. Et nous, en attendant, la campagne, elle se poursuit. Et évidemment, on a nullement l'intention de faire trois mois de palabres, de réunions sans objectif, sans savoir très clairement où ça va aboutir à la fin. Donc nous, ce qu'on demande, c'est de la clarté dans les relations qu'on peut avoir les uns avec les autres. Et vous avez

cité la question des élections sénatoriales. Évidemment que ce qu 'on observe dans le cadre des élections sénatoriales, dont le premier tour va avoir lieu dimanche, ne nous donne pas des indications ou des signaux qui sont des signaux positifs, puisque non seulement les propositions d 'accord que nous, nous avons formulées à l 'époque, ont été complètement balayées d 'un revers de la main. Et même quand nous sommes dans des situations de compétition, puisque les écologistes ont refusé cet accord, c 'est le cas dans le Rhône, c 'est le cas chez les Français de l 'étrangerie, on a l 'impression que l 'essentiel de l 'énergie de la campagne des écologistes dans cette campagne, c 'est d 'empêcher la France insoumise de rentrer au Sénat. Donc là, jusqu 'à même inventer une candidature supplémentaire dans le département du Rhône, c 'est juste absolument incompréhensible. Donc voilà, moi j 'essaie de vous répondre clairement, mais comme le processus écologiste me paraît pas très clair, je

peux pas vous dire bien davantage aujourd 'hui que ça. Je crois que leur décision est prévue au mois de décembre. Si au mois de décembre, les écologistes décident de rejoindre et de soutenir notre campagne, ils seront les bienvenus, tout simplement.

Julien Cholin pour France 2. Où en êtes -vous du réseau des phrygiens ? Et deuxième question, vous l 'aviez pas sur les précédentes campagnes. Concrètement, qu 'est -ce que ça change ? Si vous avez des moyens d 'être le plus concret possible. Alors, le réseau des phrygiens, pour celles et ceux qui n 'auraient pas suivi ça, on a commencé à en parler cet été, c 'est donc le réseau des hauts fonctionnaires qui participent d 'un groupe de travail, donc le réseau des phrygiens, qui participent à nous accompagner pendant cette élection présidentielle. On en est à ce stade numériquement, quantitativement, à plus de 130 membres. La dernière fois que j 'avais fait le point, je crois qu 'on en était à une centaine de personnes. Donc on en est à 130 membres. En réalité, il y a des gens qui nous rejoignent tous les jours,

alors qui appartiennent à tous les corps de l 'État, toutes les administrations, tous les ministères, qui ont fait les différentes grandes écoles, c 'est -à -dire ENA, INET, directeurs d 'hôpitaux, etc. Donc voilà, c 'est très divers et varié. On essaye d 'atteindre la parité, parce que comme toujours, on a des difficultés là -dessus. Mais donc c 'est un réseau qui se réunit régulièrement. Il y a une réunion une fois par mois. La dernière s 'est tenue avec Mathilde Panot. Toi, tu l 'avais fait, je ne sais plus. Toi, tu l 'avais fait aux Amphi. Moi, je les avais rencontrés en juin. Et en gros, ils conçoivent des séances thématiques, la question de l 'écologie, par exemple. Et ensuite, ils nous proposent des travaux. C 'est -à -dire que moi, j 'aide à piloter politiquement, mais eux estiment, jaugent, ce sur quoi ils sont le plus utiles. Donc en l 'occurrence, ils nous produisent des notes, parfois des notes très techniques. Je pense à la question énergétique sur laquelle ils ont fait des productions. Parfois des notes de nature économique. Je pense à la question de la dette, dont on a beaucoup parlé, où ils ont pu faire des productions aussi. En fait, la plus -value, c 'est que ce sont des gens, d 'abord, qui ont un très haut degré d 'expertise. Et puis ensuite, parce qu 'ils font partie de la haute administration, qui peuvent nous aider à identifier d 'éventuels blocages dans la mise en -uvre. Quand on aura gagné de nos décisions politiques. On le sait. Il y a une administration française qui

est puissante. Nous, on a un programme qu 'on va vous présenter début novembre. Il s 'agit en amont, avec des gens qui connaissent parfaitement ces rouages, de pouvoir identifier des leviers politiques de mise en place de nos mesures. Après, on a des difficultés. Certains d 'entre vous en ont rencontré. On a des difficultés, malgré tout, liées au fait qu 'ils sont anonymes, qu 'on préservera absolument cette confidentialité -là. Parce que, malheureusement, dans la haute fonction publique, ça n 'est pas banalisé que d 'être insoumis. Visiblement, ça pose beaucoup moins de problèmes d 'être de droite, puisque M. De Villepin a recruté, il me semble, sa directrice de campagne au Quai d 'Orsay. Ça pose beaucoup moins de problèmes aussi d 'être macroniste, puisque M. Attal a lui aussi

un et plusieurs fonctionnaires, même, dans son équipe de campagne. Donc on est vigilants là -dessus. Et ce sont, par ailleurs, des gens qui ont une très haute idée du service de l'État et de ce qu'ils ont comme fonction actuellement. Donc ils font parfaitement la distinction entre l'aide militante qu'ils nous apportent et leurs devoirs, et notamment une forme de devoir de réserve. Donc ça évolue. On est contents. Il y a des membres qui nous rejoignent de manière très régulière. Pas plus tard qu'hier soir, un haut fonctionnaire du ministère de la Justice qui est venu me voir à une date de librairie. Donc voilà, c'est tous les jours qu'ils nous rejoignent et qu'on les agrège aussi pour qu'ils se connaissent, qu'ils se

rencontrent, qu'ils puissent échanger sur leur poste et sur ce à quoi ils aimeraient participer dès 2027 à nos côtés. Bonjour, Quentin Châtelier pour AFINfo. Je reviens sur la notion d'état d'urgence sociale et plus spécifiquement sur l'indexation des salaires sur l'inflation qu'a évoqué Jean -Luc Méchon tout à l'heure. Je voudrais être sûr d'avoir bien compris est-ce que dans votre esprit l'indexation elle est uniquement dans le cadre de l'état d'urgence sociale ou est-ce que vous souhaitez l'instituer de manière permanente ? Et j'ai juste une deuxième petite question là -dessus. Dans votre esprit, qui décide qu'on est en état d'urgence sociale et sous le contrôle ? Contrôle de qui en cas de décision politique ? Merci. Alors, je vais essayer de préciser, peut-être, mais ce que Jean -Luc Mélenchon a expliqué, c'est qu'évidemment, dans la notion d'état d'urgence, il y avait un caractère exceptionnel et provisoire. Parce que dès lors qu'on le pérennise, on rejoindrait nous-mêmes des critiques qu'on a pu établir vis-à-vis de l'état d'urgence sécuritaire, vis-à-vis de la menace terroriste, ce qui a été quand même, dont l'application a été le prétexte à la mise sur pause de nombreuses libertés publiques. En l'occurrence, vous comprendrez bien qu'il n'y a pas exactement les mêmes conséquences à la mise en place d'un état d'urgence social et écologique qu'à la mise en place d'un état d'urgence qui vise précisément à restreindre les libertés individuelles et collectives pour cette raison. Donc, a priori, on ne privera personne, via ce biais-là, de libertés individuelles et collectives. On estime juste que, de la même façon qu'il existe ce caractère exceptionnel, là, la situation à la fois écologique,

l'été qu'on a passé, le changement climatique est imminent, les catastrophes climatiques qui vont se multiplier, et à la fois la situation du pouvoir d'achat des Français qui est désastreuse. C'est -à-dire, est-ce qu'on peut se satisfaire du fait que des millions de personnes soient passées sous le seuil de pauvreté en disant le macronisme ? Ce n'est pas notre cas. Quand on voit la question des carburants qui a été longuement évoquée dans cette conférence de presse, est-ce qu'on se satisfait du fait que de plus en plus de gens renoncent à des soins parce qu'ils ne peuvent pas prendre leur voiture, renoncent parfois, y compris à des emplois, parce que le ratio pour se rendre à cet emploi et le salaire qui est à coller n'est pas bénéficiaire ? Bref, est-ce qu'on se satisfait de cette situation sociale ? Notre réponse est non. Et donc, on estime que là, on est dans une situation suffisamment désastreuse pour qu'elle justifie des mesures absolument exceptionnelles qui soient prises tout de suite. On a parlé de l'augmentation du SMIC, de l'échelle mobile des salaires, qui veut dire leur indexation sur l'inflation, en effet. Et puis, Jean -Luc Mélenchon l'a précisé. Cet état d'urgence doit, à un moment donné, les mesures qui y sont prises, être validées par le Parlement. Nous croyons à la démocratie représentative. Et donc, évidemment, c'est dans des exercices de budget rectificatif ou de budget annuel que ces mesures pourront être pérennisées par les parlementaires. Ce qu'on espère, évidemment, c'est d'abord gagner l'élection pour pouvoir prendre toutes ces mesures d'urgence et puis aussi, évidemment, avoir une majorité à l'Assemblée nationale en faveur du pouvoir d'achat. Ça nous paraît tout à fait possible vu l'urgence

sociale que je viens de décrire juste avant.

Donc... Ah oui, nous, on souhaite que ce soit pérennisé. C'est une mesure qui est présente dans le

programme de gouvernement, qu 'on défend, qu 'on veut être permanente. La désindexation des salaires sur l 'inflation crée un problème de pouvoir d 'achat qui, comme ça, est peut -être difficile à comprendre. Mais en gros, tout augmente sauf le salaire. Tout augmente sauf ce qu 'on peut acheter, finalement. Donc, de fait, ça crée une compression de la façon dont les gens peuvent répondre à leurs propres besoins et notamment les besoins de première nécessité. Donc, nous, oui, évidemment, on plaide pour que ce soit pérennisé. Mais je le redis, il faut qu 'il y ait une discussion parlementaire qui le permette.

Bonjour, Léo Morin, AFP. La dernière conférence de presse que vous avez faite avant l 'été, vous nous aviez dit qu 'à la rentrée, vous feriez un point sur les parrainages. Maintenant qu 'on est à la rentrée, est -ce qu 'on peut avoir un point sur les parrainages ? Merci. On l 'a fait, le point sur les parrainages. Vous allez dire qu 'on a 380 000 parrainages citoyens. J 'ai compris votre question. Écoutez, on travaille.

Il y a des équipes militantes qui sont largement déployées sur le territoire. Les choses avancent.

Moi, je n 'ai pour l 'instant pas à vous donner de chiffres. Je vais vous expliquer pourquoi. Parce que si vous donnez un chiffre et que vous jugez que ce chiffre est très important,

ensuite, je vais me retrouver dans la situation où un certain nombre d 'élus vont dire « Ah ben non, mais vous avez déjà les parrainages, donc je vais les donner à quelqu 'un d 'autre ». Et si je vous donne un chiffre et que vous le jugez qu 'il n 'est pas du tout important, vous allez me dire « Oh là là, mon Dieu, est -ce que la candidature de Jean -Luc Mélenchon va pouvoir aller jusqu 'à son terme ? ». Donc je vous dis sincèrement les choses. On travaille, on avance et on vous donnera l 'annonce quand on aura franchi la barre des 500 parrainages. Ce que je peux vous dire, c 'est que les choses progressent régulièrement, avancent. Elles ont avancé pendant l 'été. Elles vont continuer à avancer. Notre objectif, c 'est de réunir les 500 parrainages le plus rapidement possible. Pourquoi le plus rapidement possible ? Parce que ce n 'est pas seulement la capacité à être candidat qui est posée par le fait de réunir les 500 parrainages, mais par exemple, aujourd 'hui, si vous voulez financer votre campagne présidentielle, quand vous allez faire une demande de prêt auprès d 'un établissement bancaire, parmi les conditions qui sont fixées pour vous accorder cette demande de prêt, et à le fait d 'avoir les 500 parrainages d 'élus. Et donc je profite de la question que vous me posez, puisque notre conférence de presse est retransmise, pour dire à tout le monde, à tous les gens, il y a un enjeu à ce que ces 500 parrainages soient réunis le plus rapidement possibles. Ce n 'est pas seulement de les réunir, c 'est de les réunir le plus rapidement possible. Voilà. Je ne vous donne pas de chiffres à ce stade, et on vous en donnera quand on aura des chiffres sur lesquels on peut communiquer.

Bonjour Philippe Porton, la correspondante du quotidien italien et manifesto. Une question de politique internationale. Comment la France insoumise se positionne par rapport aux politiques de réarmement qui sont défendues ou appliquées dans plusieurs pays européens, comme l 'Italie ou l 'Allemagne ? Je pense qu 'on a eu... Merci pour la question. Je pense que Jean -Luc Mélenchon, en particulier, a eu déjà l 'occasion de s 'exprimer sur ce sujet, a exprimé notre opposition à ces politiques de réarmement et notamment à la politique de réarmement du gouvernement allemand, qui s 'est fixée quand même comme objectif d 'avoir demain la première armée conventionnelle d 'Europe. Alors Jean -Luc Mélenchon a alerté sur ce sujet depuis maintenant plusieurs mois. Et jusque -là, ces alertes étaient passées un peu inaperçues. Et j 'ai eu l 'impression qu 'il y a quelques semaines, après la triste victoire de l 'AFD dans une région en Allemagne, plus de voix en France ont commencé à se dire... Bon, c 'est vrai qu 'on pouvait quand même se poser cette question -là, de savoir si vraiment on voulait demain que l 'Allemagne soit la plus grande armée conventionnelle d 'Europe. De manière générale, sans cibler tel ou tel pays, de manière générale, il y a effectivement

une tentative de développer à l'échelle européenne aujourd'hui une politique qui est une politique très militariste, en forme de course à la guerre. Et nous nous opposons dans le cadre national comme dans le cadre européen d'ailleurs, de développer cette Europe de la guerre.

Et nous sommes cohérents du point de vue des positionnements que nous prenons ensuite sur les différents conflits qui sont en cours aujourd'hui, en disant que c'est la voie diplomatique qu'il faut explorer aujourd'hui pour sortir de cette situation. Donc les politiques de réarmement, qu'elles soient d'ailleurs en France ou qu'elles soient à l'échelle européenne, ce sont des politiques que nous combattons. C'est un zoo de 15 minutes médias. Vous avez annoncé il y a quelques jours que vous ne vous rendriez plus dans certaines émissions animées par certains animateurs. Je voulais savoir où vous en étiez cette décision. Est-ce que ça va concerner toute la campagne ? Est-ce qu'il y a un délai que vous vous fixez ? Et puis cette décision, cette annonce, elle a été critiquée, notamment parce qu'on vous reproche de faire une sorte de choix, de tri dans les émissions où vous vous rendez. Est-ce que ça pourrait concerner demain d'autres chaînes, d'autres personnes, avec lesquelles vous auriez des différents politiques ? Alors le problème n'est pas un problème de différents politiques, parce que si le problème était un problème de différents politiques, je crois qu'on n'irait à peu près de nulle part.

En tout cas du point de vue des invitations qu'on reçoit sur les plateaux de télévision. Donc le sujet n'est pas un sujet de différents politiques. Le sujet est un sujet de respect d'un certain nombre de règles, de pluralisme, de diversité des points de vue, de dispositifs médiatiques organisés qui permettent ou non d'exprimer les idées que nous avons envie d'exprimer. Et comme quand on est invité, Clémence Guettet, moi-même, Jolique Mélenchon, je suis allé parisi de la télévision, on ressent un message qui est une invitation. Une invitation, quand vous recevez une invitation, vous avez le droit de l'accepter ou de la refuser. Donc je vous confirme qu'on continuera à refuser certaines invitations qui nous sont faites si on considère que l'émission ne satisfait pas à un certain nombre de règles qui nous paraissent être des règles élémentaires de l'éthique journalistique, de la déontologie, d'équilibre des points de vue qui peuvent s'exprimer, de modération des propos qui y sont tenus. Là, vous évoquez par exemple une décision que nous avons prise relativement à une émission de BFM TV. Mais pardonnez-moi, mais nous ne sommes pas les seuls à avoir exprimé un certain nombre d'inquiétudes sur cette émission, puisque au sein même de la rédaction de BFM TV, il y a des organisations syndicales et donc des travailleurs de BFM TV qui ont dit « Ah là, il y a quand même un petit problème de maîtrise de l'antenne sur cette émission ». Donc voilà, nous ne sommes pas les seuls à avoir considéré qu'on puisse y défendre la théorie du grand remplacement ou y tenir des propos qui sont des propos absolument scandaleux, nous pose problème. Et donc on considère qu'il y a un défaut de maîtrise de l'antenne, que les décomptes qui ont

été faits sur la présence dans cette émission des différentes formations politiques montraient un déséquilibre assez net et qu'à partir de ce moment-là, puisque normalement il y a une instance qui est chargée de faire respecter ces règles, mais qu'on a l'impression qu'elle n'a pas l'air de vouloir faire respecter grand-chose, eh bien on prend nos dispositions à nous et on ira. Et on continuera à aller dans les plateaux de télévision qui respectent le minimum des règles de déontologie et de respect, mais on continuera potentiellement à refuser des invitations sur des émissions qui ne les respectent pas.

Bonjour. Bonjour. C'est Anne Cassini du Monde. Une question sur la campagne.

On voit que Jean-Luc Mélenchon va faire des meetings. Je voulais savoir s'il allait faire aussi des déplacements sur le...

· Merci.

· Merci. · Merci pour votre question. Jean -Luc Mélenchon, il fera aussi des déplacements de campagne sur le terrain. Là, on vous a mis quelques -unes des prochaines dates qui sont soit des entretiens, soit une présence dans un salon du bâtiment. Quand vous allez dans un salon du bâtiment, vous parlez, mais vous vous déplacez aussi. évidemment vous allez à la rencontre aussi des exposants de ce salon quand vous allez dans une conférence étudiante dans une grande école c 'est aussi un déplacement de campagne mais il y aura aussi il faudrait préciser ce que vous appelez sur le terrain pour nous on a l 'impression qu 'on est sur le terrain et que joli conchon est sur le terrain oui oui bien sûr non mais non on exclut on exclut aucune forme de campagne on pourra d 'ailleurs dans les prochains jours vous annoncer des visites d 'entreprises des déplacements qui sont prévus évidemment ça participe aussi de de nos méthodes de campagne donc évidemment que c 'est prévu également est ce qu 'il ya que jean luke mélenchon qui va faire ça non les uns les autres parlementaires soutien de la campagne seront aussi amenés à se déplacer là on vous a présenté des réunions publiques mais aussi à la rencontre d 'associations de syndicats de collectifs des visites d 'usine reçoivent des gens c 'est ce qu 'on fait tout le temps et on va continuer à le faire évidemment dans le cadre de cette campagne

c 'est bon et ben merci à vous toutes et tous de votre présence et passez une très belle journée merci à vous